

## **Grande inquiétude face à l'absence d'un plan québécois de transition vers des énergies plus propres et renouvelables**

Mémoire présenté au gouvernement du Québec lors de la consultation publique sur les évaluations environnementales stratégiques sur les hydrocarbures

Par **Alerte Pétrole Rive-Sud**, un mouvement citoyen  
16 novembre 2015

*Alerte Pétrole Rive-Sud* (APRS) est un mouvement citoyen de la rive-sud de Montréal qui existe depuis mars 2014. Il est membre du *Regroupement Vigilance Hydrocarbures Québec* et du *Front commun pour la transition énergétique* (provincial). Voici notre position dans la présente consultation.

Le site Web qui introduit au processus de consultation publique sur les évaluations environnementales stratégiques sur les hydrocarbures dit ceci : « Il est primordial pour le gouvernement d'agir avec prudence et transparence afin d'encadrer et de contrôler l'exploration des hydrocarbures ». Clairement et d'entrée de jeu, est donc exprimée la position du gouvernement québécois qui fait le choix des hydrocarbures comme source énergétique et qui limite ainsi la présente « consultation publique » à ce cadre. Dans ce scénario joué d'avance, notre gouvernement trop sensible aux impératifs des compagnies exploitantes des hydrocarbures semble oublier son rôle de défenseur du bien commun. Le conditionnement des lobbies des hydrocarbures serait-il opérant?

*Alerte Pétrole Rive-Sud* ne voit pour le moment aucune prudence ni transparence dans ce processus de « consultation publique ». Au contraire, il s'agit d'une parodie de démocratie. Si le gouvernement québécois avait voulu agir avec prudence et transparence, il aurait mis en place un processus de consultation juste et raisonnable, avec un délai suffisant et une documentation solide et suffisante pour permettre des choix éclairés. Or, le **grand nombre de documents à étudier dans un délai ridiculement court** ne permet aucunement une réelle participation citoyenne. De plus, le cadre de consultation est un **carcan qui ne permet pas d'évaluer, en réel bon gestionnaire, l'éventail des possibilités de ressources énergétiques et d'économie d'énergie**.

À l'heure d'une grande conscientisation citoyenne sur la nécessité de protéger notre eau, notre air, nos terres agricoles et notre climat, la consultation devrait porter sur la question suivante : **doit-on exploiter les ressources en hydrocarbures du sol québécois, compte tenu des impacts potentiels sociaux, économiques, environnementaux et climatiques?**

De plus en plus de citoyennes et de citoyens sont irrités par la langue de bois qui sévit chez plusieurs politiciens. Et la perte de confiance en nos politiciens est directement proportionnelle au nombre de faux fuyants et de consultations vides de sens. La présente consultation publique du gouvernement sur les évaluations environnementales stratégiques sur les hydrocarbures en est un exemple.

Si le Québec s'appuie sur ce *processus administratif* si peu rigoureux, ni transparent, ni cohérent, pour déterminer sa stratégie énergétique pour l'avenir, on est bien mal partis! Les compagnies exploitantes pourront alors poursuivre leur travail de dépossession des territoires, de dépossession des sources d'eau potable et surtout, plus grave encore, de dépossession des

espoirs des Québécois qui veulent un avenir viable pour eux et pour les sept prochaines générations.

Pensons à ne pas dilapider notre environnement, notre climat et nos espoirs d'une vie non misérable. Un système politique sain et cohérent permet de planifier le meilleur pour tous et il sait prendre en compte dans sa globalité le contexte social, environnemental, économique et politique. Or, dans son plan d'action, le gouvernement a déjà fait le choix des hydrocarbures comme source énergétique, plutôt que de choisir des énergies vertes. Une orientation qui est à l'opposé de la lutte aux dérèglements climatiques. On est ici en droit de se demander quelle est l'implication **réelle** du ministère chargé de protéger notre environnement et de lutter contre les changements climatiques (MDDELCC) dans cette consultation...

La lutte aux dérèglements climatiques n'est pas un dossier comme les autres. D'ailleurs, Mark Carney, gouverneur de la Banque d'Angleterre et président du Conseil de stabilité financière du G20, a expliqué que l'impact financier des phénomènes climatiques « *est potentiellement énorme* », et que lorsque « *le climat sera devenu un enjeu central pour la stabilité financière, il pourrait bien déjà être trop tard* »<sup>1</sup>. M. Carney considère d'ailleurs qu'il est dangereux de trop s'engager dans « *des énergies fossiles vraisemblablement condamnées à la décroissance* »<sup>2</sup>.

L'expansion de l'industrie des hydrocarbures doit cesser. En effet, les hydrocarbures sont autant source de guerres que de pollution et de perturbations climatiques. Il est urgent d'agir pour une transition énergétique, qui est de toute façon inévitable. Alors, commençons dès maintenant!

Nous, les citoyens avons le droit légitime de vivre dans un environnement sain, de protéger la vie et la santé, incluant la base de la vie sur notre planète : l'équilibre climatique. Nous considérons que le processus actuel est beaucoup trop limité dans le temps et dans son champ d'action. En conséquence, nous vous demandons de mettre fin à cette consultation de façade.

Nous ne voulons pas de plan d'action gouvernemental sur les hydrocarbures. **Nous voulons un plan d'action gouvernemental sur la transition énergétique. Nous voulons un plan de développement des énergies nouvelles et 100 % renouvelables pour le Québec de 2050.** Non seulement cela est-il possible, mais nous n'en avons pas le choix, vu l'urgence climatique.

Louise Rémi, porte-parole  
Mouvement citoyen *Alerte Pétrole Rive-Sud*  
[alertepetrolierivesud@gmail.com](mailto:alertepetrolierivesud@gmail.com)      [www.alertepetrolierivesud.org](http://www.alertepetrolierivesud.org)

<sup>1</sup> <http://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/451412/changements-climatiques-une-grave-menace-pour-la-stabilite-financiere-mondiale-dit-mark-carney>

<sup>2</sup> <http://www.ledevoir.com/economie/actualites-economiques/455248/perspectives-la-chasse-aux-menteurs>